

Atlas de la Révolution, tome 6, Les sociétés politiques [sous la dir. de Jean Boutier et al.]

Autor(en): **Tornare, Alain-Jacques**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **43 (1993)**

Heft 4: **Kantonsgeschichte = Histoire des cantons**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*

ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

schaftsstruktur von Memmingen und vor allem dem Phänomen, dass sich dort im 18. Jahrhundert neben dem Handwerk keine ganz grosse Industrie entfalten konnte. Im umfangreichsten Buchbeitrag (54 S.) stellt Wolfgang Hartung die vor-industrielle Gewerbelandschaft im Allgäu dar, die von «Vereinödung» (Flurbereinigung, um 1770), Pferdehandel (vorwiegend nach Italien), Strohhutproduktion geprägt war. Alois Niederstätter wertet einen frühen vom Hof in Wien einverlangten Bericht über die wirtschaftlichen Verhältnisse in den Herrschaften Bregenz und Hohenegg, einen ersten statistischen Fragebogen, aus (1749). Ein Beitrag über ostschweizerische Verhältnisse um 1700 aus der Feder von Frank Göttmann handelt von Krisen in der Lebensmittelversorgung (Getreideimport aus Schwaben) und in demographischer Hinsicht, die zusammen mit Feststellungen über gewerbliche Existenzformen und Probleme der Agrarstruktur ein Gesamtbild sozialer «Tragfähigkeit» ergeben. Thomas Winkelbauer berichtet schliesslich über die Glashüttenlandschaft im Bereich Böhmerwald, Bayerischer Wald, Mühl- und Waldviertel im 17. und 18. Jahrhundert, besonders über die Stellung der Glas-handwerker und den böhmischen Glasexport. Zusammenfassend: Die Tagungs-publikation bietet eine reiche Palette gewerbegeschichtlicher Fallstudien, die gebührende Rücksicht nehmen auf überregionale Wirtschaftsverflechtungen. Der in guter Qualität hergestellte Band führt die neu orientierte Reihe ausgezeichnet fort; für die folgenden wäre allenfalls anzuregen, dass die Anschriften der beteiligten Referenten im Anhang abgedruckt würden.

Peter Kaiser, Aarau

Atlas de la Révolution, tome 6, Les sociétés politiques, sous la direction de Jean Boutier, Philippe Boutry et Serge Bonin. Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1992. 132 p.

Si les écoles historiques dont ils sont les maîtres à penser respectifs y sont allées chacune de leur dictionnaire de la Révolution, François Furet et Michel Vovelle ont pris ensemble l'initiative d'entreprendre cet ouvrage de haute vulgarisation. En collaboration étroite avec le Laboratoire de Graphique de l'EHESS, les spécialistes de la période, placés sous la direction de Claude Langlois et de Serge Bonin, ont l'intention de fournir en moins d'une dizaine d'années un vaste panorama de la Révolution française. Cet atlas d'un millier de pages au total se présentera sous la forme d'une vingtaine de fascicules composés essentiellement de cartes et de graphiques d'interprétation. Cet instrument de recherche invite selon ses initiateurs «à poser les bases d'une réflexion sur la géopolitique de la France révolutionnaire, sur l'importance de l'héritage et des ruptures de ce gigantesque façonnement de l'espace national».

Le 6^e fascicule consacré aux sociétés populaires s'articule autour de 5 chapitres introduits par une synthèse. On y voit une Révolution instaurant «la société politique comme le lieu privilégié de rencontres, d'échanges, d'apprentissage et de participation politiques des citoyens français» (p. 9). Après un premier chapitre qui fait l'inventaire des sociétés politiques en France de 1789 à l'an II, le 2^e s'intéresse à la constitution du réseau des sociétés, expressions locales «d'une adhésion unanime et militante au nouvel ordre politique» (p. 10). Les cartes montrent par exemple clairement combien la géographie associative contraste avec la géographie des insurrections en Vendée (p. 42). Le 3^e chapitre se penche sur la vie associative et les interventions politiques. Et l'on voit en 1794 dans le cadre d'un «processus de rigidification» la vitalité associative «s'effacer devant les exigences

de l'exécutif révolutionnaire» invitant les sociétés « à assumer un rôle de surveillance des autorités et de l'esprit public». La 4^e partie s'occupe des approches sociales des militants. Les auteurs démontrent que si la Révolution élimine graduellement des formes diverses de la sociabilité d'Ancien Régime, des centaines de milliers de citoyens issus surtout de la classe moyenne d'âge mûr entrent en politique. Le dernier chapitre explique la fin des quelque 6000 sociétés, par étapes successives jusqu'à ce que soient exclues pour plus d'un demi-siècle les associations formées par la réunion de citoyens.

Curieusement, l'ouvrage s'en tient pour l'essentiel à l'espace français alors que la géopolitique fait justement éclater les frontières par la prise en compte des phénomènes internationaux. Certes, dans la liste des sociétés politiques en France, données en annexe, figurent le département du Mont-Terrible (p. 101), celui du Léman (p. 107), mais aucune trace de la Suisse en tant quel telle dans la liste des sociétés politiques à l'étranger, alors que dans les deux pages (p. 30–31) consacrées aux sociétés populaires dans le monde, on peut lire que notamment en Suisse, à partir de 1798, «se développent de nombreuses sociétés politiques qui prennent en général l'appellation de "cercles constitutionnels"». D'autre part, le lecteur suisse sera étonné de voir Genève intégrée prématûrement à la France avant 1798 sur la carte des sociétés politiques en Centre-Est (cf. p. 25).

Cet atlas d'une grande densité se veut «bilan en marche, ouverture sur de nouveaux chantiers». Est-il prévu que l'un d'entre eux prenne en compte de façon substantielle la Révolution hors de France? *Alain-Jacques Tornare, Marsens*

Révolution française et «vandalisme révolutionnaire». Actes du colloque international de Clermont-Ferrand, 15–17 déc. 1988, recueillis et présentés par Simone Bernard-Griffiths, Marie-Claude Chemin et Jean Ehrard. Paris, Universitas, 1992. X, 461 p., ill.

Il ne fallait pas moins de 34 communications pour aborder ce thème particulièrement délicat, considéré habituellement comme l'application de la Terreur au niveau de l'architecture.

L'ouvrage est divisé en cinq parties, précédées chacune d'une présentation et suivies d'un débat parfois nourri, le tout complété d'une discussion générale. Cet ouvrage collectif associe des approches plurielles issues d'horizons du savoir différents: de l'approche cinématographique au traitement psychanalytique du problème en passant par exemple par la vision qu'en avait l'étranger ou l'enquête d'opinion actuelle. Cette multiplicité des approches s'imposait du fait de la plurivocité du mot «vandalisme» (destruction, dégradation, vol, pillage et dilapidation), de la complexité du phénomène et du caractère polémique de la notion.

Cet ouvrage rappelle que ce vocable péjoratif, partie intégrante de la «légende noire» de la Révolution française, a paradoxalement d'abord été présenté par l'Abbé Grégoire, pour fustiger les exaltés qui faisaient le jeu de la Contre-Révolution.

En confrontant les différents textes il apparaît que tant les révolutionnaires que leurs ennemis s'accordent à voir dans le vandalisme un acte patrimonial de refus d'héritage. Au fil des articles, le lecteur se retrouve face à deux types de vandalisme: le banal qui détruit gratuitement et le révolutionnaire qui veut imposer une nouvelle culture républicaine et atteindre sans hésitation «un point de non retour par la suppression des institutions antérieures et des traces mêmes de la culture